

Veröffentlichung im Amtsblatt	<del>Ja</del> /Nein
Publication in the Official Journal	<del>Yes</del> /No
Publication au Journal Officiel	<del>Oui</del> /No



Aktenzeichen:

Case Number: T 85/82

N° du recours :

**ENTSCHEIDUNG / DECISION**

vom / of / du 10 Janvier 1983

Anmelder:

Applicant: BLAIN, Alfred

Demandeur :

Stichwort:

Headword:

Référence :

EPÜ / EPC / CBE articles 52(1), 83

"mouvement perpétuel"

Leitsatz / Headnote / Sommaire

Europäisches  
Patentamt  
Beschwerdekammern

European Patent  
Office  
Boards of Appeal

Office européen  
des brevets  
Chambres de recours



N° du recours: T85 / 82

**DECISION**  
de la Chambre de recours technique 3.2.1  
du 10 Janvier 1983

**Requérante :** BLAIN, Alfred  
22, avenue de l'Opéra  
F-75001 Paris

**Mandataire :** BLAIN, Max  
Cabinet A.M. BLAIN  
22, avenue de l'Opéra  
F-75001 Paris

**Décision attaquée :** Décision de la division d'examen 103  
de l'Office européen des brevets du  
2 février 1982 par laquelle la demande  
de brevet n°79200296.6 a été rejetée  
conformément aux dispositions de  
l'article 97(1) CBE

**Composition de la Chambre :**

Président : G. Andersson

Membre : C. Maus

Membre : M. Prélot

- I. La demande de brevet européen n° 79 200 296.6, déposée le 11 juin 1979, publiée sous le numéro 0 006 653 et revendiquant la priorité d'un dépôt antérieur le 23 juin 1978, a été rejetée par décision de la Division d'examen 103 du 2 février 1982.

Cette décision a pour base les revendications originelles.

- II. Dans sa décision la Division d'examen a exposé que l'objet de la demande n'était pas brevetable faute d'application industrielle (articles 52(1) et 83 de la CBE). Pour motiver ce jugement, la Division d'examen s'est référée à l'ouvrage "Mechanik", deuxième édition, Bâle, 1948, pages 139 à 143, de E. Meissner et H. Ziegler.

- III. Contre cette décision, le demandeur a formé un recours le 4 mars 1982, requérant l'annulation de la décision de rejet et le remboursement de la taxe de recours. Celle-ci a été payée le 3 mars 1982. Le mémoire exposant les motifs du recours est parvenu le 18 mai 1982. Le demandeur maintient les revendications qui se trouvent à la base de la décision attaquée.

La revendication 1 et la revendication 10, concernant un procédé de production d'énergie sans consommation de matière et un dispositif de mise en oeuvre du procédé, sont libellées comme suit :

1. "Procédé de production d'énergie sans consommation de matière au moyen d'un champ de gravité, caractérisé en ce que l'on assujettit un corps annulaire déformable et étanche, de section relativement constante, à une structure  $S_1$  par la liaison d'une portion  $p_1$  de masse  $m_1$  de ce corps et à

une structure  $S_2$  par la liaison d'une portion  $p_2$  de masse  $m_2$ , les structures  $S_1$  et  $S_2$  circulant entre deux niveaux le long de chemins fermés et étant elles-mêmes assujetties par toute liaison appropriée à un bâti de référence, fixe ou mobile, à rester dans un milieu exerçant sur ledit corps des forces sensibles de poussées, lesdites liaisons étant choisies pour maintenir des déformations différentes du corps engendrant des forces différentes sur  $S_1$  et  $S_2$  et en ce que l'on établit une liaison entre  $S_1$  et  $S_2$  pour qu'à tout déplacement  $ds_1$  de  $S_1$ , amenant une fraction de masse  $dm$  de  $p_1$  à la partie inférieure de  $S_1$ , ne corresponde qu'un déplacement  $ds_2$  de  $S_2$  amenant une fraction de masse  $dm$  de  $p_2$  à la partie supérieure de  $S_2$  et en ce que l'on choisit la différence de niveaux entre les parties supérieure et inférieure de  $S_1$  et  $S_2$  suffisamment grande pour que les différences des forces résultantes sur  $S_1$  et  $S_2$  assurent les déplacements  $ds_1$  et  $ds_2$ , le transfert de la fraction de masse  $dm$  de  $p_1$  de  $S_1$  à  $S_2$  et le transfert de la masse  $dm$  de  $p_2$  de  $S_2$  à  $S_1$  ramenant ainsi l'ensemble au cours de ce cycle élémentaire dans des conditions semblables aux conditions initiales.

10. Dispositif de mise en oeuvre du procédé revendiqué dans l'une quelconque des revendications 1 à 9, caractérisé en ce qu'il comprend un corps annulaire déformable et étanche de section relativement constante, un moyen assurant la liaison d'une portion  $p_1$  à une structure  $S_1$  et d'une portion  $p_2$  à une structure  $S_2$ ,  $S_1$  et  $S_2$  parcourant des chemins fermés et un moyen assurant, pour chaque déplacement  $ds_1$  et  $ds_2$  de  $S_1$  et de  $S_2$ , le transfert d'une fraction  $dp_1$  de  $S_1$  à  $S_2$  à la partie inférieure et le transfert d'une fraction  $dp_2$  de  $S_2$  à  $S_1$  à la partie supérieure, lesdites liaisons assurant et maintenant sur  $p_1$  et sur  $p_2$  les déformations caractéristiques choisies sur  $S_1$  et sur  $S_2$ ."

IV. En ce qui concerne le texte des autres revendications, on renvoie à la publication n° 0 006 653.

#### MOTIFS DE LA DECISION

1. Le recours répond aux conditions énoncées aux articles 106 à 108 et à la règle 64 de la CBE ; il est donc recevable.
2. La production d'énergie sans consommation de matière (cf. description page 1, lignes 1 à 8) selon le procédé suivant la revendication 1 provient d'un déroulement du mouvement d'une masse dans un champ de force stationnaire le long d'un parcours fermé. Même si l'on part de l'hypothèse non réalisable que pendant le mouvement aucune friction ne se produit, il reste que pour de tels déroulements du mouvement après achèvement d'un cycle des mouvements d'une masse guidée le long d'un parcours fermé (le point d'arrivée du parcours coïncide avec le point de départ) la situation énergétique n'a pas changé (cf. "Mechanik", deuxième édition, Bâle, 1948, page 144, ligne 25 à page 145, ligne 5).

Le procédé suivant la revendication 1 représente donc un mouvement perpétuel mécanique qui ne peut pas être réalisé étant donné les lois de la nature. Il en résulte que dans la revendication 1 un exposé d'une invention qui satisfait aux conditions de l'article 83 de la CBE ne peut pas exister et que le procédé, caractérisé dans cette revendication, à défaut d'une possibilité d'une réalisation technique n'est pas susceptible d'application industrielle (article 52(1) de la CBE).

La revendication 1 n'est donc pas admissible.

3. La revendication 10 concerne un dispositif de mise en oeuvre du procédé suivant la revendication 1. En conséquence, il faudrait produire de l'énergie selon le principe non réalisable d'un mouvement perpétuel. D'après ce qui précède ce n'est pas possible.

Pour la même raison, le dispositif suivant la revendication 10 n'est pas brevetable et cette revendication n'est pas admissible.

4. Les autres revendications dépendent toutes de l'une des revendications discutées. Comme aucune de ces revendications n'est admissible, les revendications dépendantes ne le sont pas davantage.
5. Selon la règle 67 de la CBE le remboursement de la taxe de recours n'est possible dans le cas d'un recours, que si la première condition - admission du recours - est réalisée, ce qui n'est pas le cas en l'espèce. Le remboursement requis de la taxe de recours ne saurait donc être ordonné.

Par ces motifs,

il est statué comme suit :

Le recours et la demande en remboursement de la taxe de recours sont rejetés.

Le Greffier:

signé: J. Rückerl

Le Président:

signé: G. Andersson